

# BUREAU

**Séance du 23 janvier 2024**

## **Délibération BU\_20240123006A**

**Adhésion au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Indre**

**VOTE : Adopté par 4 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention(s)**

**1 membre(s) étant absent(s)**

### **LE BUREAU**

Considérant que le quorum est réuni ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code du travail ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu la délibération du 10 septembre 2021 portant délégation au bureau ;

Vu la délibération du 6 décembre 2023 portant adhésion au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Indre ;

Vu l'avis favorable de la formation spécialisée du comité social territorial en date du 19 octobre 2023 ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 28 novembre 2023 ;

Vu le projet de convention d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes, ci-annexé ;

### **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>.** La délibération du 6 décembre 2024 portant adhésion au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes proposé par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Indre est annulée et remplacée par la présente.

Envoyé en préfecture le 26/01/2024

Reçu en préfecture le 26/01/2024

Publié le



ID : 036-283600120-20240123-BU\_20240123006A-DE

**SERVICE DEPARTEMENTAL  
D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE L'INDRE**

-----

**Article 2** . La convention d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes proposée par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Indre, ci-annexée, est approuvée et Monsieur le président, ou son représentant, est autorisé à la signer.

**Marc FLEURET**

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux adressé au Président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de l'Indre ou d'un contentieux auprès du Tribunal administratif de Limoges.